

Maintenant que les clameurs se sont tues, le jeu en valait-il la chandelle?

Greta Hofmann Nemiroff

Volume 8, numéro 2, 1995

Théorie, méthode, pratique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057853ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057853ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nemiroff, G. H. (1995). Maintenant que les clameurs se sont tues, le jeu en valait-il la chandelle? *Recherches féministes*, 8(2), 159–170.
<https://doi.org/10.7202/057853ar>

Résumé de l'article

Cet article décrit les conditions générales dans lesquelles se sont déroulés, fin août et début septembre 1995, le Forum des ONG à Huairou et la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes à Beijing. L'auteure met particulièrement l'accent sur les débats intellectuels et politiques qui ont eu lieu durant la Conférence officielle entre, d'une part, les fondamentalistes et les groupes de défense des «valeurs familiales» et, d'autre part, les théoriciennes et les activistes féministes, en ce qui a trait aux droits des femmes en rapport avec certaines pratiques traditionnelles, aux droits en matière de reproduction et à la protection des lesbiennes contre la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle.

Maintenant que les clameurs se sont tues, le jeu en valait-il la chandelle?*

Greta Hofmann Nemiroff

À mon retour de Beijing, j'ai sélectionné des brochures et des tracts provenant des deux conférences sur les femmes, soit le Forum des organisations non gouvernementales (ONG) et la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies, afin de permettre à des collègues de l'Université Carleton et de l'Université d'Ottawa d'en prendre connaissance. Après avoir jeté un coup d'œil à un document fondamentaliste musulman s'en prenant au *gender feminism*, l'une d'entre elles s'est exclamée : «Oh, notre combat n'est pas terminé!» Sa remarque résume bien ma réaction actuellement à la suite des expériences très riches et très diversifiées que j'ai vécues à Beijing en septembre 1995.

Huairou Blues

En toute justice, il faut rétablir la vérité au sujet du Forum des ONG de Huairou, la grande presse nord-américaine ayant donné une vision fortement déformée de la situation. Un article vantant le rôle indispensable joué par la Voix de l'Amérique pour informer le public chinois pendant ces manifestations prétendait par exemple que, à Huairou,

les déléguées étaient isolées de la population locale et les autorités chinoises leur imposaient une surveillance oppressante. Le gouvernement chinois disait à sa population que le rassemblement exceptionnel qui se tenait près de leur capitale réunissait un assortiment bizarre de prostituées, de lesbiennes et de nudistes¹.

En fait, personne n'a jamais porté atteinte à ma liberté de mouvement ni à Huairou ni dans les cinq villes où je me suis rendue. Avant la Conférence, j'ai voyagé tranquillement pendant dix jours de Shanghai à Beijing et j'ai parlé avec beaucoup de Chinoises et de Chinois qui avaient toutes et tous entendu parler de cette conférence et se faisaient une idée juste de sa raison d'être. La plupart de ces personnes pensaient que je devais être une personnalité importante puisque je participais à cette conférence, qu'elles considéraient manifestement comme un événement très prestigieux.

La Première Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, qui s'est tenue à Mexico en 1975, a lancé la Décennie des Nations Unies pour la femme; d'autres conférences ont ensuite eu lieu à Copenhague en 1980 et à Nairobi en 1985. Les participantes ont été chaque fois plus nombreuses, surtout parmi les membres des ONG. Il était évident que la participation à la Conférence de Beijing serait plus importante encore et qu'il fallait s'attendre à environ 30 000

* Traduction par Annick Trudel, en collaboration avec Huguette Dagenais.

1. C'est ce que rapporte Sidney Blumenthal dans un article intitulé «The voice of the V.O.A.», paru dans *The New Yorker* du 18 septembre 1995, à la page 41.

personnes² au Forum des ONG et à 10 000 personnes supplémentaires à la Conférence de l'ONU.

Au cours de l'hiver 1995, le comité organisateur chinois décida que le Forum des ONG ne se tiendrait pas à Beijing mais dans la petite ville touristique de Huairou, à une heure et demie de là. En conséquence, il fallait agrandir les installations du centre de conférences local, plutôt modeste, pour répondre aux besoins importants de cette conférence en ce qui a trait notamment aux possibilités de logement, aux cafétérias et aux lieux de réunion. De nombreuses organisations de femmes du monde entier ont tenté en vain de faire pression auprès de la Chine pour qu'elle revienne à son choix initial qui portait sur des installations beaucoup plus vastes à Beijing. À New York, le comité organisateur international a finalement accepté les dispositions prises à Huairou en assurant que le tout serait adéquat.

Les dispositions se sont en fait révélées inadéquates. Il n'existait aucun plan exact des installations; la numérotation des tentes et des édifices ne répondait à aucune logique apparente et il était difficile de repérer les lieux où se tenaient les ateliers et les réunions. Alors que la température atteignait de 28 à 30 °C, les participantes avaient du mal à trouver des endroits où se protéger du soleil. La pluie des quatre derniers jours a transformé les lieux en une mer de boue sur laquelle se dressaient de fragiles passerelles faites de minces plaques de béton. En ce qui concerne l'hébergement, les installations de Huairou, nouvellement construites, présentaient de graves problèmes de plomberie et manquaient de confort et d'hygiène. Il n'y avait pas de salle intérieure assez grande pour recevoir ne serait-ce que 10 p.100 des participantes désireuses d'assister aux séances plénières quotidiennes et aux principales conférences. Les moyens de transport étaient insuffisants, ce qui forçait les gens qui ne pouvaient pas payer le prix élevé du taxi pour rentrer à Beijing à rester sur place sous la pluie ou sous le soleil pendant douze heures d'affilée. Comme les autobus vers Beijing partaient à 19 h 30, la majorité des personnes présentes ne pouvaient pas assister aux nombreuses manifestations culturelles organisées en soirée.

De nombreux aspects positifs du Forum des ONG ont toutefois été passés sous silence. Ainsi, une bénévole m'a expliqué que 10 000 étudiantes et étudiants avaient dû suivre, pendant trois mois, des cours sur les mouvements internationaux de femmes et passer un examen assez difficile pour qu'on les accepte comme bénévoles. Ces personnes nous accueillaient à l'aéroport et nous accompagnaient au moment de l'inscription. À Huairou, elles nous aidaient et nous fournissaient des renseignements, mais pour elles aussi il était parfois impossible de déchiffrer les plans. Un quotidien indépendant de 16 pages, intitulé *Forum '95* et financé par des contributions internationales, rapportait les événements. Le *China Daily* publiait un bulletin quotidien, «*World Women*», portant sur la Conférence et sur le Forum. Deux chaînes locales de télévision, une en chinois et l'autre en anglais, parlaient également abondamment de la Conférence. Il y avait chaque jour des manifestations en faveur de diverses causes; partout des affiches, des dessins et des panneaux manuscrits signalaient les événements hors programme et présentaient la situation des

2. Selon *World Women* du 9 septembre 1995, le nombre officiel de personnes qui ont participé au Forum des ONG a été de 26 549.

femmes et des hommes à travers le monde. Les autorités chinoises ne sont guère intervenues dans le déroulement des activités, même si on a pu les voir harceler des Tibétaines qui ne faisaient pas partie de la délégation « officielle » du Tibet. La presse occidentale a beaucoup insisté sur le dispositif serré de sécurité, mais, d'après mes observations, celui-ci s'est beaucoup relâché après le premier jour, lorsqu'il est devenu évident qu'il faudrait une éternité pour que tout le monde passe par les détecteurs de métaux semblables à ceux des aéroports qui étaient installés aux entrées. Les contrôles de sécurité effectués sous la surveillance des forces policières onusiennes, venues spécialement de New York pour la Conférence officielle, étaient beaucoup plus rigoureux.

Au Forum des ONG, les discussions et les ateliers étaient regroupés sous 13 thèmes : économie; politique et gouvernements; droits de la personne et droits légaux; paix et sécurité des personnes; éducation; santé; environnement; spiritualité et religion; science et technologie; médias; art et culture; race et ethnicité; et jeunesse. Il s'agissait tantôt de tables rondes, tantôt de communications présentées en groupe ou individuellement. Certaines présentations très concrètes faisaient part d'expériences locales, d'autres étaient plutôt axées sur la résolution de problèmes. Des personnes parlaient à titre privé, d'autres représentaient un groupe de femmes, une ONG nationale ou internationale, une firme spécialisée dans la consultation, un institut ou un programme. Le 7 septembre, une journée comme les autres, il y avait 370 ateliers au programme, auxquels s'ajoutaient les séances plénières d'ONG et de WEDO. Parmi les nombreuses manifestations culturelles, citons un festival vidéo, un spectacle de danse, une représentation théâtrale et de multiples expositions. Malheureusement, 18 des 370 ateliers furent annulés et 95 reportés ou organisés ailleurs qu'à l'endroit prévu.

Même si les conférences et les ateliers étaient souvent de bonne qualité et si les participantes manifestaient un vif intérêt, le chaos et l'inconfort qui régnaient à Huairou parvenaient souvent à décourager les plus déterminées. Comme les réunions se suivaient sans interruption, on ne pouvait souvent faire autrement qu'arriver avec 20 minutes de retard à un endroit difficile à trouver, pour découvrir alors qu'il y avait eu un changement et que la réunion avait maintenant lieu à un quart d'heure de là. En conséquence, même les jours où tout allait bien, on ne pouvait généralement guère faire plus que la moitié des activités que l'on avait prévues. Par contre, de nombreuses femmes hébergées à Huairou ont beaucoup apprécié la possibilité de passer leurs soirées à discuter librement de leurs expériences avec des féministes du monde entier. Une jeune femme m'a parlé d'un restaurant de Huairou fréquenté le soir par des femmes d'Europe de l'Est, qui avaient fini par le convertir en une sorte de « salon ».

Bon nombre de participantes d'Amérique du Nord et d'Europe sont convaincues que les ONG ont été envoyées à Huairou pour éviter des manifestations à Beijing. C'est peut-être vrai, mais cela n'explique pas pourquoi les installations mises à notre disposition étaient aussi lamentables et inadaptées. Bien sûr, on peut penser qu'en Chine on a peut-être moins d'exigences qu'en Amérique du Nord et que les moyens limités du pays ne permettaient pas de répondre aux besoins de cette conférence. Personnellement, j'ai plutôt l'impression qu'aux yeux des autorités chinoises les ONG n'ayant pas le statut de « délégations officielles », il était simplement normal de ne pas leur offrir le même niveau de confort qu'aux « véritables personnalités » ou VIP, que des chauffeurs

amenaient en limousine au Centre de conférences de Beijing doté, lui, de tout l'équipement nécessaire.

Cependant, même si, faute d'installations adéquates à Huairou, les membres des ONG ont été dans l'impossibilité de se réunir en grand nombre pour planifier des initiatives collectives, certains groupes ont tout de même réussi à présenter leurs points de vue et leurs souhaits aux caucus des ONG qui se réunissaient à la Conférence des Nations Unies. Des réseaux féministes internationaux ont aussi pu se constituer ou se renforcer grâce à l'organisation des activités par thèmes et à la ferme détermination des femmes en cause. Les participantes étaient vivement désireuses de comprendre les problèmes et les luttes des femmes ailleurs dans le monde et fermement décidées à y arriver. Bref, malgré le manque de confort et une organisation déficiente, il ne fait pas de doute que le Forum des ONG a été une source d'information et, parfois même, d'inspiration. Personne ne devrait s'en étonner : l'esprit d'initiative des femmes et leur aptitude à se «débrouiller avec les moyens du bord» les ont toujours soutenues dans leurs efforts.

Privilège et impuissance à Beijing

La Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes a eu lieu à Beijing, dans un centre de conférences climatisé, confortable et bien équipé. Les observatrices et les observateurs logés à Beijing même pouvaient s'y rendre en autobus ou en taxi, alors que, comme je le disais plus haut, les personnes hébergées à Huairou, où les chambres coûtaient beaucoup moins cher, avaient énormément de difficultés à se déplacer. Pour moi, la meilleure illustration de la différence entre les deux conférences est le problème de la soif. La chaleur était intense; on avait souvent soif. Pour beaucoup de participantes au Forum des ONG, le prix des boissons gazeuses ou même de l'eau était très élevé³. À la Conférence des Nations Unies, au contraire, tout le monde pouvait obtenir gratuitement de l'eau glacée et des boissons non alcoolisées. Les sièges étaient confortables et les installations relativement satisfaisantes⁴.

Assistaient à la Conférence des Nations Unies des délégations gouvernementales, des dignitaires de passage, des membres du personnel de l'ONU ainsi que des personnes représentant les ONG à titre d'«observatrices». Toutes les négociations entre les pays se tenaient à huis clos au sein des groupes de travail et des groupes de contact. L'accès était libre aux grandes séances plénières qui se déroulaient toute la journée dans le cadre de l'«Échange général de vues», où jusqu'à 50 brefs discours officiels étaient présentés chaque jour par les dignitaires nationaux et internationaux. Il y eut

-
3. Les bouteilles d'eau, qui étaient vendues sur la place Tian'anmen à Beijing 0,12 \$US, coûtaient entre 0,60 \$US et 1,20 \$US sur les lieux du Forum des ONG à Huairou. On ne pouvait pas se procurer gratuitement de l'eau potable sur place.
 4. À mon avis, cette situation illustre bien les rapports que, dans de nombreux pays, les féministes de la base entretiennent avec l'État : elles ne ménagent pas leurs efforts en faveur des femmes, elles font ce qu'elles peuvent avec des moyens limités et inadaptés et se retrouvent constamment en situation de crise, alors que les membres de l'appareil d'État qui s'occupent des questions touchant les femmes travaillent souvent dans un milieu très confortable et privilégié, loin de la réalité concrète des souffrances et des crises.

foule à l'occasion des interventions de Benazir Bhutto, d'Hillary Clinton et de la reine Fabiola de Belgique, mais, dans l'ensemble, l'assistance a été très faible, probablement parce que les discours étaient souvent peu stimulants, sinon malhonnêtes. Il se tenait également environ 35 caucus quotidiens d'ONG et autres réunions de groupes internationaux. Différentes organisations internationales ont parrainé des tables rondes et d'autres activités semblables et plusieurs publications à parution quotidienne ont été diffusées⁵. À la Conférence officielle, les activités étaient beaucoup moins souvent annulées ou déplacées qu'au Forum des ONG. L'ambiance était plus formelle, les plans et les panneaux indicateurs, plus exacts. Par contre, les activités y étaient moins stimulantes et moins variées.

Cette grande conférence avait principalement pour objectif de négocier la version finale de la *Déclaration* et du *Programme d'action* dont l'avant-projet avait été préparé dans le cadre d'un laborieux processus de consultation à l'échelle internationale. Certains sujets prêtaient manifestement à controverse et plusieurs pays étaient parvenus à faire mettre entre crochets de longs passages du texte. Des négociations préalables à la Conférence avaient toutefois permis d'éliminer plusieurs crochets, mais de toute évidence il est très difficile pour des gens appartenant à des cultures et connaissant des réalités économiques aussi variées de s'entendre sur les droits des femmes.

Des controverses significatives pour les femmes

J'aimerais aborder maintenant les principaux sujets de controverse à Beijing, à savoir entre la défense des droits de la personne et le relativisme culturel; les droits des femmes en matière de procréation (reproductive rights) et la protection des femmes contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

Il y a, en effet, des divergences profondes et fondamentalement inconciliables dans les points de vue relatifs au rôle et à la «nature» des femmes. Bien que les discussions aient porté sur des sujets très variés, la tension se situait essentiellement entre les conceptions créationnistes et matérialistes de la place des femmes dans le monde. On savait parfaitement, depuis la Conférence du Caire, quels seraient les principaux protagonistes de cet affrontement, puisque c'est durant la Conférence sur la population de 1994 qu'ont été jetées les bases d'une coalition internationale de groupes fondamentalistes et de groupes se posant en gendarmes de la grossesse⁶. Au moment de la Conférence de Beijing, cette coalition prétendait représenter 900 millions de

5. Ce sont : *Earth Times : Newspaper of Record for the Fourth World Conference on Women*; le *Journal* contenant le programme des réunions et les ordres du jour; un bulletin donnant les dernières informations sur les négociations et les changements apportés au *Programme d'action de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes*; *Earth Negotiations Bulletin*, publié par l'Institut international du développement durable, qui faisait le point sur les questions touchant l'environnement, ainsi qu'un journal en français, *Autrement vivre*, publié conjointement par des ONG de France et du Sénégal.

6. Je désignerai ce groupe comme l'«alliance fondamentalistes/gendarmes de la grossesse» et j'emploierai l'expression «gendarmes de la grossesse» pour décrire les activités des organisations qui se définissent elles-mêmes comme des «pro-vie».

personnes, y compris les groupes suivants : Southern Baptists, Concerned Women for America (qui revendique 650 000 membres), Mormon Women's Association of Utah, American Life League, Moslem Doctors of Great Britain, Christian Action Research of Great Britain (qui affirme regrouper 100 000 familles), The True Majority (États-Unis), Rockford Institute et Real Women du Canada⁷. Ces groupes ont présenté leurs points de vue dans un déluge de documents dont ils ont inondé la Conférence. Les groupes se posant en gendarmes de la grossesse ont aussi installé quelques stands à l'écart des principaux lieux de rencontre et près des toilettes, mais l'activité y était assez réduite.

Des groupes féministes d'Amérique du Nord, d'Europe et d'autres parties du monde leur ont souvent donné la réplique et, à Huairou, de nombreux exposés ont porté sur la santé reproductive dans le cadre des activités sur la santé. Il a aussi été question de la politique chinoise de l'«enfant unique» et Hillary Rodham Clinton a même insulté ses hôtes chinois de manière voilée lorsque, dans son discours à la Conférence des Nations Unies, elle a déclaré que les femmes et les hommes avaient le «droit de déterminer librement le nombre et l'espacement de leurs enfants⁸». (Les médias chinois lui ont fait payer son impolitesse en passant sa visite totalement sous silence.) À Huairou, l'Association des femmes chinoises a organisé quelques séances consacrées à la politique de l'enfant unique. Mais le fait que, malgré cette politique, la population chinoise ait connu, en 1994, une augmentation nette de 15 millions (l'équivalent de la moitié de la population du Canada) m'a amenée à remettre en cause l'argumentation de M^{me} Clinton : dans la conjoncture économique actuelle et compte tenu des préoccupations environnementales, est-ce que les hommes et les femmes ont vraiment le droit d'avoir autant d'enfants qu'ils et qu'elles pourraient le désirer?

La coalition entre fondamentalistes et gendarmes de la grossesse mérite une attention particulière. Elle part du principe que les femmes et les hommes sont *créés* pour se compléter et doivent assumer des rôles différents. Elle admet que les femmes sont capables d'exécuter la plupart des travaux effectués par les hommes, mais ce sont elles qui doivent assumer les principales responsabilités familiales. Le mariage hétérosexuel ou le célibat semblent être pour elles les seules expressions acceptables de la sexualité adulte.

La coalition a distribué gratuitement des milliers d'exemplaires d'un document de 30 pages intitulé «Gender : The Deconstruction of Women», rédigé par Dale O'Leary et publié en septembre par *Hearth Magazine* aux États-Unis. Cet article, qui repose sur une documentation abondante mais souvent utilisée hors contexte, regorge d'attaques personnelles contre diverses féministes depuis Shulamit Firestone jusqu'à Bella Abzug et bien d'autres. Il prétend apporter une réponse aux problèmes de terminologie rencontrés en mars 1995 au siège de l'ONU à New York, lors de la réunion du comité préparatoire à la Conférence, le *PrepCom*. Dans cet article, l'auteure vise avant tout à réfuter ce qu'elle nomme la «théorie du genre» (gender theory), selon

7. Il s'agit là des groupes mentionnés lors du rassemblement de la Coalition à la Conférence des Nations Unies le 11 septembre 1995.

8. Un texte intitulé «First Lady Hillary Rodham Clinton Remarks for The United Nations Fourth World Conference On Women, Beijing, China» a été diffusé le 5 septembre 1995 par la délégation des États-Unis.

laquelle toute personne appartient à l'un ou l'autre sexe biologique, mais son identité de genre relève d'une construction sociale. O'Leary associe cette «théorie du genre» à l'ennemi : les *gender feminists* et qualifie le groupe qu'elle représente de «femmes authentiques». Elle n'explique nullement la présence visible et abondante de prélats de diverses confessions qui accompagnaient certains groupes de femmes à Huairou et à Beijing.

L'auteure qualifie la «théorie du genre» de «menace épistémologique» (p. 4) et s'inquiète de la «mainmise des "gender feminists"» sur les programmes d'études des femmes dans les universités aux États-Unis. Selon elle, leurs idées ne sont en fait rien d'autre qu'une «propagande insidieuse en faveur de l'homosexualité et de l'avortement» (p. 5). Elle accuse les *gender feminists* du *PrepCom* d'avoir déclaré qu'il existe cinq sexes, si l'on tient compte des différentes sortes d'hermaphrodites, alors que, bien entendu, «les déléguées voulaient être assurées qu'on ne reconnaîtrait que deux sexes» (p. 6). Pour discréditer les *gender feminists* aux yeux d'un public conservateur, O'Leary prétend que ce sont toutes des marxistes et des «féministes radicales» dont l'objectif n'est pas d'améliorer la situation des femmes, «mais de séparer les femmes des hommes et de détruire l'identification que font les femmes entre leurs propres intérêts et ceux de leur famille» (p. 10). Les «femmes authentiques» au contraire s'en tiennent à la notion européenne du XIX^e siècle selon laquelle les femmes constituent une «force civilisatrice» dans la vie des hommes. La famille est l'élément clé de la civilisation, car elle lie «les hommes à l'avenir. Lorsqu'un homme se consacre à une femme en particulier et, à travers elle, à leurs enfants, il est prêt à abandonner son égoïsme d'adolescent et à entreprendre la tâche difficile d'édification de la société» (p. 22).

O'Leary accuse en outre les *gender feminists* d'exploiter la souffrance des femmes en attirant l'attention sur la violence des hommes à l'endroit des femmes. Les «femmes authentiques», quant à elles, condamnent toute forme de violence contre des êtres humains, y compris l'avortement. Elles ont la conviction que «l'existence de familles solides, de mariages stables et de bonnes relations entre les hommes et les femmes constituent la meilleure protection pour les femmes» (p. 23), même si elles n'expliquent pas comment y parvenir. Pour O'Leary, les *gender feminists* souhaitent simplement «libérer les femmes de leur famille et de leur féminité, même si les femmes ne veulent pas de cette libération» (p. 11). Elle s'en prend aux programmes d'accès à l'égalité (affirmative action) parce que, selon elle, les *gender feminists* veulent forcer toutes les femmes à entrer sur le marché du travail et tous les hommes à s'occuper de la garde des enfants (p. 14). Elle accuse divers groupes écologistes d'utiliser la même perspective pour appuyer l'homosexualité et le travail des femmes à l'extérieur du foyer, mettant en péril la maternité pour limiter la taille de la population mondiale (p. 16).

Elle aborde ensuite la religion, plus précisément le processus de préparation de la Conférence de Beijing au Conseil de l'Europe qui, selon elle, «attaquait la religion», alors que la citation sur laquelle elle s'appuie indique simplement que la montée du fondamentalisme religieux représente un problème pour les femmes⁹. O'Leary affirme enfin que les *gender feminists*

9. La montée des fondamentalismes dans le monde et leurs effets sur les femmes ont donné lieu à de nombreuses expressions d'inquiétude à l'échelon international à Huairou.

haïssent les hommes et ont inventé un «homme de paille» qu'elles rendent responsable de l'oppression des femmes, alors que ce sont en fait les féministes qui oppriment les femmes plus authentiques. «Les femmes ordinaires», dit-elle, «n'ont aucune envie de déclarer la guerre à leur propre nature et elles n'aiment pas s'entendre dire que leurs désirs sont le fruit d'une construction sociale». Après quelques critiques maladroites de la théologie féministe, O'Leary s'approprie le langage de l'antiracisme pour accuser les *gender feminists* de racisme, d'impérialisme et de néocolonialisme économique en s'attaquant aux valeurs religieuses et culturelles des pays en développement et en contribuant ainsi à l'expansion de la déchéance morale occidentale (p. 28).

Des fondamentalistes musulmanes ont contribué à cette campagne antiféministe en distribuant un glossaire des termes employés dans l'avant-projet de programme d'action qui, selon elles, faisait la promotion du lesbianisme et de la dangereuse tendance à «considérer les femmes séparément de la famille» et à «mettre l'accent sur l'individualité». Elles affirment que l'expression «santé reproductive» ne désigne rien d'autre que l'avortement et que l'*empowerment* des femmes n'a rien à voir avec l'égalité, mais signifie plutôt le pouvoir des femmes sur les hommes¹⁰. Aucune des idées que je viens de résumer n'est nouvelle. Toutefois, l'emploi d'une terminologie libertaire antiraciste pour s'en prendre aux féministes constitue une approche originale.

La coalition fondamentalistes/gendarmes de la grossesse a tenu un grand rassemblement le 11 septembre, quelques jours avant la fin de la Conférence. Malgré les accusations de racisme portées à l'endroit des féministes, la table ronde était composée de 12 femmes et hommes de race blanche, d'une femme du Moyen-Orient et d'une Africaine. Une des principales conférencières était Gwen Landolt, vice-présidente nationale de l'organisation Real Women du Canada. Elle a prononcé un discours rageusement homophobe dans lequel elle prétendait que l'on connaît, au Canada, toute l'étendue du «mode de vie scandaleux» des lesbiennes et des gais, qui ont même réussi à s'infiltrer dans la Commission scolaire de Toronto où les enfants sont «forcés à apprendre en quoi consistent leurs pratiques». L'excitation dans l'assemblée a atteint son paroxysme lorsque Landolt a déclaré que la population canadienne savait désormais par expérience que le lesbianisme pousse les femmes à pratiquer des actes sexuels avec des enfants et des animaux. Selon elle, la protection des droits en matière d'orientation sexuelle constitue clairement une attaque contre la famille : «Nous sommes l'épine dorsale de nos pays», a-t-elle lancé. «Ne vous laissez pas imposer la dépravation de la société occidentale». Avant même le début de la Conférence, Real Women avait affirmé dans un communiqué de presse que le *Programme d'action* était un document impérialiste et raciste et que la délégation du Canada à la Conférence ne représentait pas le point de vue de la majorité des femmes et des ONG canadiennes. Depuis la fin de la Conférence, Real Women a diffusé de nombreux autres communiqués de presse accusant le Canada d'«avoir fait le jeu de la délégation américaine» et prétendant que la délégation canadienne avait fait des «propositions profondément insultantes» pour de nombreuses nations possédant de «solides valeurs familiales». Selon

10. Ces citations sont tirées d'un document non daté du Caucus musulman des ONG, Comité des femmes et des enfants, ayant pour titre «Concepts Used in the Draft Platform for Action», qui a été distribué pendant la Conférence à Beijing.

Real Women, le *Programme d'action* de Beijing est une «imposture» et un «document frauduleux»¹¹.

À Beijing, la coalition a mené une campagne incessante et bien orchestrée contre les droits en matière de procréation et ceux des lesbiennes. Presque tous les pays d'Amérique du Sud et d'Amérique latine y étaient représentés par des personnes se conformant aux positions les plus inflexibles de l'Église catholique romaine. Il est d'ailleurs révélateur que, le 12 septembre, Mercedes Arzu Wilson, déléguée officielle du Guatemala, ait distribué *Un message de mère Térésa à la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes*. Dans ce document, mère Térésa se demande, sous forme de question rhétorique, pourquoi

Dieu a fait de certains d'entre nous des hommes et des autres, des femmes. C'est parce que 8[...] la femme et l'homme se complètent et, ensemble, ils propagent l'amour divin plus pleinement qu'ils ne pourraient le faire séparément [...] La maternité est le don de Dieu aux femmes [...] L'avortement est ce qui détruit le plus la paix dans le monde aujourd'hui.

Elle termine en priant pour que «chaque femme que la Conférence de Beijing cherche à aider [...] puisse être humble et pure comme Marie»¹².

La «partie opposée» a également présenté des documents efficaces. La présence même du Saint-Siège au sein des Nations Unies a été contestée par une coalition d'organisations¹³. L'International Gay and Lesbian Human Rights Commission, pour sa part, a diffusé un communiqué de presse invitant les États membres des Nations Unies à reconnaître les «droits de la personne des lesbiennes et à respecter la dignité de toutes les femmes en reconnaissant leur droit à prendre elles-mêmes les décisions concernant leur vie sexuelle». Ce groupe a demandé que les crochets soient retirés autour des références à l'orientation sexuelle dans le *Programme d'action*¹⁴.

11. Ces déclarations se trouvent dans les communiqués de presse de Real Women, des 28 août, 6, 11, 13 et 15 septembre 1995.

12. La référence complète de ce texte est : Mère Térésa, *Message de Mère Térésa à la Conférence mondiale sur les femmes à Beijing*. Calcutta, Missionnaires de la Charité. Le document n'est pas daté.

13. Selon le communiqué de presse des Catholics for a Free Choice, «Campaign on UN Status of Holy See Mounted at Women's Conference» du 6 septembre 1995, la coalition comprenait la Caribbean Association for Feminist Research and Action, les Catholics for a Free Choice, le Center for Women's Global Leadership, DAWN, l'International Women's Health Coalition, l'International Women's Tribune Center, le Latin American and Caribbean Women's Health Network, la National Coalition of American Nuns, WIDE, et d'autres encore.

14. La citation provient du communiqué de presse «Lesbian Rights Are Human Rights», diffusé par l'International Gay and Lesbian Human Rights Commission, le 8 septembre 1995.

Réactions canadiennes

Tous ces débats ont vivement intéressé les membres de la délégation canadienne de même que les observatrices et les observateurs du Canada, dont beaucoup ne pouvaient s'empêcher de se sentir visés par la virulence et l'agressivité avec lesquelles Real Women déformait la réalité et lançait ses attaques. Il y avait également apparence de collusion entre Real Women et la déléguée du Parti réformiste à Beijing, Sharon Hayes. Celle-ci, qualifiée dans le *Globe and Mail* de «farouche adversaire de l'avortement et [d'] adepte des valeurs familiales», a convoqué une conférence de presse commune avec Gwen Landolt pour annoncer qu'elle allait quitter prématurément la Conférence des Nations Unies parce qu'elle était «quelque peu isolée en tant que réformiste dans une atmosphère libérale¹⁵». Étant donné la position stratégique du Parti réformiste sur la scène politique canadienne, l'alliance entre Real Women et le Parti réformiste, qu'elle soit formelle ou informelle, est troublante et devrait certainement inciter les féministes canadiennes à se tenir sur leurs gardes.

À Beijing, les observatrices et les observateurs canadiens ont eu la chance d'entretenir d'excellents rapports avec la délégation officielle du Canada ainsi qu'avec les personnes qui représentaient le gouvernement et négociaient en son nom. Ces dernières nous tenaient au courant de l'évolution des négociations au cours de réunions d'information quotidiennes et elles accueillaient favorablement nos questions et nos commentaires. C'était là une attitude très généreuse de leur part, quand on pense qu'elles avaient de longues journées de travail dans un climat de grande tension. Les négociatrices et les négociateurs avaient la difficile tâche de trouver les termes appropriés pour parvenir à un consensus réaliste entre les États membres au sujet des questions clés que je viens de mentionner. Il est intéressant de constater qu'une terminologie subtile sur les droits de la personne a été mise au point pour permettre l'atteinte d'un consensus international. Ainsi, les désaccords au sujet des rapports entre les droits des femmes et les pratiques culturelles ont été réglés grâce à une déclaration selon laquelle, «si l'importance des particularités nationales et régionales et la diversité des facteurs historiques, culturels et religieux doivent être prises en considération, il est du devoir des États, quel que soit leur régime politique, économique et culturel, de promouvoir et de protéger tous les droits de la personne et les libertés fondamentales»¹⁶. Compte tenu des moyens et de l'organisation de la coalition fondamentalistes/gendarmes de la grossesse, les résultats de ces négociations sont assez encourageants.

La santé reproductive est abordée de façon très détaillée dans la *Plate-forme d'action* et les soins de santé reproductive sont définis comme «l'ensemble des méthodes, techniques et services qui contribuent à la santé reproductive et au bien-être en permettant de prévenir et de résoudre les problèmes de santé reliés à la procréation». Dans le document, on déclare expressément que «les droits humains des femmes incluent leur droit de

15. Voir l'article intitulé «Perturbed MP leaves UN meeting early», paru dans le *Toronto Globe and Mail*, du 11 septembre 1995.

16. Traduction du point 9 de l'ordre du jour de : Quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, *Programme d'action*, A/CONF.177/L/5/Add.3/Corr.1, 15 septembre 1995.

contrôler leur sexualité et de prendre des décisions libres et responsables sur toutes les questions reliées à leur sexualité, y compris en matière de santé reproductive et sexuelle, sans coercition, sans discrimination et sans violence¹⁷».

La reconnaissance du droit au choix de l'orientation sexuelle n'a finalement pas reçu l'appui nécessaire pour être expressément incluse dans le *Programme d'action* de Beijing. Toutefois, le passage en italique dans la citation suivante ouvre la porte à la protection des lesbiennes contre la discrimination dont elles font l'objet partout dans le monde : «les femmes rencontrent des obstacles à une pleine égalité et à l'amélioration de leur sort à cause de facteurs tels que la race, l'âge, la langue, l'ethnicité, la culture, la religion ou un handicap, parce qu'elles appartiennent à un peuple autochtone ou *pour d'autres raisons*¹⁸. Jamais encore on n'avait envisagé sérieusement la question de l'orientation sexuelle aux Nations Unies; en conséquence, même si de nombreuses féministes ont été déçues de la portée limitée du débat, l'impression générale est que cela représente un premier pas encourageant.

À la Conférence des Nations Unies, il a été abondamment question également de la violence faite aux femmes, des problèmes que connaissent les femmes réfugiées et des dangers auxquels le commerce international du sexe expose les jeunes filles et les femmes. On a particulièrement mis l'accent sur la situation des fillettes partout dans le monde et de nombreuses parties du *Programme d'action* traitent de leur droit au même traitement et à la même éducation que les garçons. Le sujet des femmes et de la pauvreté dans le monde ainsi que les liens entre les femmes, le développement et l'environnement ont également fait l'objet de bon nombre de discussions.

En fin de compte, le jeu en valait-il la chandelle?

Peu avant la fin de la Conférence des Nations Unies, j'ai eu une longue conversation avec une femme qui travaille dans une organisation féministe dans un pays francophone d'Afrique. Quelque peu blasée après deux semaines intenses de participation ininterrompue à des réunions, j'ai manifesté un certain cynisme quant à l'efficacité globale d'une conférence de ce genre. Mon interlocutrice m'a alors assurée que, même si tous les États membres n'appliquent pas la *Déclaration* et le *Programme d'action*, ces documents constituent un appui moral important aux femmes du monde entier quand elles s'adressent à leurs gouvernements et leur rappellent que les États membres des Nations Unies ont le devoir de promouvoir l'ensemble des droits et des libertés de la personne. Ces documents fournissent aussi souvent de bons arguments à utiliser dans la défense de certaines causes. «On n'y trouve peut-être pas tout», me disait-elle, «mais c'est un début... et, parfois, c'est tout ce dont on dispose».

Trop peu de temps s'est écoulé depuis l'extravagante aventure de Beijing pour que l'on puisse en évaluer toutes les répercussions sur les femmes.

17. Voir : Nations Unies, Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, A/conf.177/L.s/Add.7, 13 septembre 1995 au Point n° 9 de l'ordre du jour, chapitre IV, section C, 96 et 97.

18. Voir : Nations Unies, quatrième Conférence mondiale sur les femmes, *Programme d'action*. A/CONF.177.L.S.Add.4. 15 septembre 1995. Point 9 de l'ordre du jour, paragraphe 48.

L'attention que lui ont accordée les médias a permis de mieux faire connaître les problèmes et la solidarité des femmes sur le plan international. Les échanges d'idées officiels et privés entre femmes, aussi bien au Forum qu'à la Conférence des Nations Unies, ont été édifiants pour la plupart d'entre nous. Bien que sur de nombreux points les femmes du monde entier puissent se rejoindre, il existe de profondes différences dans les approches et les valeurs. Qu'on le veuille ou non, partout dans le monde, il y a des femmes qui tirent avantage de l'oppression d'autres femmes. Néanmoins, compte tenu des différences et de l'interdépendance sur les plans géopolitique, économique, linguistique et culturel, nous avons réussi à surmonter bien des obstacles. Malgré ses imperfections et même si elle va trop loin pour certaines personnes et pas assez pour d'autres, la Déclaration finale de la Conférence de l'ONU est un document solide où l'on énonce clairement les enjeux pour les femmes et où l'on fait de nombreuses recommandations concrètes pour l'amélioration de la vie des femmes dans le monde entier. Ce document a été implicitement approuvé à Beijing par tous les gouvernements membres qui se sont engagés moralement à en respecter la teneur. Il doit être présenté à l'Assemblée générale de l'ONU où on prévoit qu'il sera adopté intégralement.

Il reste maintenant à régler la question de la volonté politique. À moins de pressions internes et internationales fort importantes, les gouvernements dans leur ensemble ont un triste bilan dans le domaine de la promotion des droits des femmes. Comme ma collègue le faisait remarquer il y a quelques semaines, notre combat n'est pas terminé. Nous avons une longue lutte devant nous aussi bien pour conserver les droits déjà acquis et en faire profiter toutes les femmes que pour faire respecter les droits supplémentaires promis aux femmes à Beijing en septembre 1995.

Greta Hofmann Nemiroff
Chaire conjointe en études des femmes
Université Carleton / Université d'Ottawa